

domaine du journalisme a marqué cette profession d'une empreinte indélébile. Nous nous joignons à tous ceux qui ont parlé pour offrir nos sincères condoléances à sa famille.

M. R. N. Thompson (Red-Deer): Je m'associe aux autres députés qui ont exprimé leurs condoléances à l'occasion de la disparition de lord Beaverbrook.

Lord Beaverbrook avait le courage de ses convictions, il était charitable et toujours profondément Canadien; il n'avait pas toujours raison, mais il avait suffisamment de courage pour défendre les idées qu'il croyait justes.

Il était pour moi un ami intime et sa disparition m'affecte très profondément. C'est vraiment une perte pour le Canada, le Commonwealth et le monde entier; on s'en ressentira assurément pendant longtemps.

L'hon. J. R. Nicholson (ministre des Postes): Monsieur l'Orateur, je me joins aux autres honorables députés à la Chambre pour rendre hommage à ce grand Canadien, d'autant plus que je suis originaire de Newcastle (Nouveau-Brunswick), que j'ai appris le droit dans l'étude dont on vient de parler, à Chatham (Nouveau-Brunswick)—de fait, je me servais du même bureau et de la même chaise—et que je suis entré à l'Université grâce à une bourse de Max Aitken avant que M. Beaverbrook soit nommé lord; il m'avait envoyé un câblogramme de remerciement moins de 72 heures après que je lui eus adressé un message à l'occasion de son anniversaire.

BUDGET SUPPLÉMENTAIRE DES DÉPENSES, 1964-1965

L'hon. G. J. McIlraith (président du Conseil privé) présente un message par lequel Son Excellence le Gouverneur général transmet un cahier supplémentaire de prévisions budgétaires pour l'année financière qui se terminera le 31 mars 1965. Monsieur l'Orateur lit ce message à la Chambre, et cette dernière le renvoie au comité des subsides.

VACANCE DE SIÈGE

M. l'Orateur: J'ai l'honneur d'informer la Chambre que j'ai reçu avis d'une vacance survenue à la Chambre des communes, par suite du décès de M. Sherwood Hayes Rideout, député du district électoral de Westmorland. En conséquence, j'ai transmis mon mandat au directeur général des élections afin de l'autoriser à émettre un bref d'élection pour cette circonscription.

[M. Douglas.]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

CHYPRE—GRAVE MENACE DE GUERRE

A l'appel de l'ordre du jour.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, vu que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures est absent, je me demande à qui je dois poser une question au sujet de la situation à Chypre et, en particulier, à propos d'une déclaration d'un dirigeant grec qui aurait dit que son pays est menacé d'une guerre imminente. J'espère qu'un ministre pourra nous donner des précisions.

L'hon. Paul Hellyer (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, le gouvernement suit la situation de très près et j'aimerais bien accepter cette question comme préavis, afin que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures donne une réponse complète quand il sera revenu à son fauteuil.

Le très hon. M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, comme Chypre fait partie du Commonwealth, le ministre peut-il dire à la Chambre si le gouvernement canadien a fait savoir au président Makarios que nous ne prisonnons guère ses déclarations où il aurait dit qu'il ne dédaignerait pas une aide de l'URSS?

L'hon. M. Hellyer: Je suis certain, monsieur l'Orateur, que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, au nom du gouvernement, a pris tous les moyens possibles pour maintenir la paix dans cette île déchirée par la guerre et s'acquitter de son devoir le plus habilement possible.

Le très hon. M. Diefenbaker: L'habileté, monsieur l'Orateur, n'entre pas en jeu quand la situation est aussi grave. Voici ce que je demande au ministre: le gouvernement canadien, qui a joué un rôle important dans le cadre de la force du maintien de la paix à Chypre, a-t-il fait bien comprendre au président Makarios qu'il ne prisait pas du tout la déclaration qu'il aurait faite—et je m'en tiens strictement à des propos parlementaires—selon laquelle il demanderait ou accepterait l'aide de l'URSS pour régler une question particulièrement explosive?

L'hon. M. Hellyer: Monsieur l'Orateur, pour répondre exactement à la question, il serait sage, à mon avis, d'attendre le retour du secrétaire d'État aux Affaires extérieures qui a mené les négociations au nom du gouvernement. Il pourra, lui, fournir une réponse complète.

Le très hon. M. Diefenbaker: Viendra-t-il aujourd'hui?